



Sous la direction de M. Karl Hanson

« Ils doivent vivre comme nous »

**Analyse comparative du placement des enfants yéniches,
aborigènes et autochtones du Canada durant le 20^{ème} siècle.**

MÉMOIRE – Orientation professionnalisante

Présenté à
l'Unité d'Enseignement et de Recherche en Droits de l'enfant
de l'Institut Universitaire Kurt Bösch
pour l'obtention du grade de Master of Arts Interdisciplinaire en droits de l'enfant

par

Tatiana Veth

de

Vesin, Fribourg

Mémoire No

SION

Janvier 2013

Résumé

Retirer un enfant de son milieu familial a communément pour but de lui offrir de meilleures conditions de vie et de le protéger d'un environnement qui lui est néfaste. Toutefois, dans les situations abordées dans ce travail, la question du but réel du placement se pose. Durant le 20^{ème} siècle, le placement des enfants yéniches, autochtones du Canada et aborigènes visait-il l'intérêt de l'enfant ou plutôt l'élimination d'un groupe spécifique de la population ?

Le présent travail a pour objectif de présenter les systèmes de placement suisse, canadien et australien, notamment en étudiant les populations visées et les caractéristiques de ces placements forcés. Les trois systèmes seront ensuite analysés comparativement, sur la base de deux axes, la déviance et l'assimilation. L'analyse tentera de répondre à la question du rôle joué par la notion du bien de l'enfant dans le placement des enfants yéniches, autochtones et aborigènes.

Mots-clés

Placement d'enfants

Yéniches

Autochtones du Canada

Aborigènes

Intérêt supérieur et bien de l'enfant

Déviance

Assimilation

Note au lecteur

Pour faciliter la lecture de ce travail, des termes génériques ont été utilisés pour désigner les groupes visés par les placements forcés d'enfants. Ainsi, nous employons les appellations « Yéniches », « Autochtones du Canada » et « Aborigènes », termes qui ne correspondent pas forcément à ceux actuellement employés par ces communautés, mais qui sont majoritairement utilisés par la littérature scientifique consultée pour ce travail.

Table des matières

Introduction.....	1
1. Problématique et question de recherche	2
2. Description des situations.....	4
2.1 Situation suisse : l'Œuvre des enfants de la grand-route	5
Population touchée	5
L'Œuvre des enfants de la grand-route	5
Fin et reconnaissance	7
2.2. Situation canadienne : les pensionnats indiens	8
Population touchée	8
Le système des pensionnats indiens	8
Fin du système et reconnaissance	10
2.3 Situation australienne : les générations volées	11
Population touchée	11
Le placement des enfants.....	12
Fin et reconnaissance	13
2.4 Conclusion intermédiaire	14
3. Analyse comparative	15
3.1 En général	15
Différences.....	16
Ressemblances	16
3.2 Déviance	17
Définition et valeurs	17
Darwinisme et eugénisme	18
Stigmatisation	19
Représentations sociales.....	20
3.3 Assimilation	21
Définition	21
Cibles des politiques d'assimilation	22
Assimilation par la séparation et le placement	23
Assimilation par l'éducation	24
Education dans les institutions.....	25
Education reproductrice des inégalités sociales.....	26
3.4 Conclusion intermédiaire	27
4. Discussion.....	28
Conclusion	30
Références bibliographiques	32
Annexes	37
Annexe I : nombre d'enfants pris en charge par l'Œuvre entre 1926 et 1972	37
Annexe II : bulletin d'information de l'Œuvre, octobre 1940	38

Introduction

L'ordonnance suisse sur le placement d'enfants (OPE) de 1977 énonce le bien de l'enfant comme principe à prendre en compte dans les différentes étapes d'un placement (art. 1a OPE). Ce principe est repris par les lois cantonales de protection de l'enfance. L'OPE a été adoptée suite aux nombreux placements abusifs qui ont eu lieu en Suisse jusque dans les années 1970. Cependant, la Suisse n'est pas le seul pays à avoir connu de tels événements. Ainsi, au Canada et en Australie, en lien avec la colonisation, les autorités ont systématiquement placé les enfants autochtones et aborigènes.

Le présent travail s'intéresse au placement des enfants yéniches entre les années 1930 et 1970 par l'Œuvre des enfants de la grand-route, institution dépendant de la fondation Pro Juventute. Pendant la même période, au Canada, les enfants autochtones ont également été visés par un système de placement dans des pensionnats. En Australie, ce sont les enfants métis et aborigènes qui ont été enlevés à leur famille pour être intégrés à la société blanche. Plusieurs récits autobiographiques et films témoignent de ce qu'ont vécu les générations volées australiennes. Depuis l'abolition de ces trois systèmes, les anciens pupilles tentent de faire reconnaître ce qu'ils ont subi, notamment devant les tribunaux.

Comment ces événements ont-ils pu se produire ? Comment se sont déroulés et terminés ces systèmes de placement ? Quel était le but de ces placements ? Le bien de l'enfant jouait-il un rôle central dans ces systèmes de placement ? Et enfin, est-il possible de mettre en lien ces trois situations ? L'objectif de ce travail est d'étudier chaque système, de voir quelles en sont les caractéristiques principales, mais aussi de les comparer, pour en analyser les ressemblances et les différences.

Après avoir énoncé la problématique et la question de recherche, le présent travail propose une description des situations suisse, canadienne et australienne. La partie analyse est composée d'une comparaison entre ces trois systèmes de placement, sur la base de deux axes, la déviance est l'assimilation. Une discussion clôt ce travail, en abordant diverses thématiques, dont le choix du sujet.

1. Problématique et question de recherche

La Convention relative aux droits de l'enfant (CDE) garantit dans son article 9 que l'enfant ne soit pas séparé de ses parents, à moins qu'une séparation ne soit dans son intérêt supérieur. Lors d'une situation de séparation, il est indispensable que l'enfant puisse garder des contacts avec ses parents. L'article 9 est particulièrement lié à l'article 20, qui concerne les enfants privés de leur milieu familial, à qui l'Etat a l'obligation d'offrir une protection de remplacement (Hodgkin et Newell, 2002). Dans les mesures de placement, l'Etat doit tenir compte « de la nécessité d'une certaine continuité dans l'éducation de l'enfant, ainsi que de son origine ethnique, religieuse, culturelle et linguistique » (art. 20 al. 3 CDE). Les articles 9 et 20 doivent être interprétés à la lumière de l'article 3, qui traite de l'intérêt supérieur de l'enfant. Considéré comme un principe d'interprétation de la CDE, l'intérêt supérieur, ou bien de l'enfant, est une notion large qui recommande notamment que les décisions prises garantissent le bien-être de l'enfant sur le plan physique, psychologique et social (Zermatten, 2003).

Toutefois, les placements d'enfants n'ont pas toujours garantis ces principes. Considérée par les chercheurs comme une des pages les plus sombres de l'histoire suisse, entre 1926 et 1973, l'Œuvre des enfants de la grand-route a placé près de 600 enfants yéniches. Dans le but d'éliminer le mode de vie nomade, ces enfants ont été enlevés de force à leur famille et placés dans des institutions (Kaufmann, 2001/2003). La Suisse n'est pas le seul exemple de placement forcé d'enfants. Au Canada, près de 150'000 enfants indiens, inuits et métis ont fréquenté les pensionnats entre 1879 et 1996. Les enfants y apprenaient à devenir un bon citoyen européen, au détriment de leur propre culture (Milloy, 1999). En Australie, le terme « générations volées » désigne les enfants aborigènes placés dans des institutions ou des familles d'accueil dès 1869 et jusque dans les années 1970, dont le nombre est estimé à plusieurs milliers. Dans le cadre de la politique de l'Australie blanche, ces placements visaient l'intégration forcée des Aborigènes dans la société coloniale (Muecke et Shoemaker, 2002).

La question de recherche centrale du présent travail est le rôle joué par l'intérêt supérieur de l'enfant dans ces placements. Les systèmes de placement suisse, canadien et australien visaient-ils le bien de l'enfant, comme garanti par la CDE aujourd'hui ? Ou utilisaient-ils le bien de l'enfant comme un prétexte à des fins

politiques ou d'ordre social ? Pour répondre à ces questions, il est nécessaire d'étudier comment se sont passés les placements d'enfants issus d'un groupe spécifique de la population – Yéniches, Autochtones et Aborigènes – en Suisse, au Canada et en Australie. Une description détaillée, basée sur trois repères, permettra d'aborder les éléments significatifs de chaque situation. La délimitation de la population touchée constitue le premier repère. Le deuxième aborde le système de placement et ses caractéristiques principales. Enfin, le troisième repère traite de l'extinction du système et de la reconnaissance accordée aux personnes touchées. Ensuite, il s'agira de voir si les situations suisse, canadienne et australienne sont comparables, et si tel est le cas, quelles en sont les ressemblances et les différences. Une comparaison plus approfondie sera effectuée sur la base de deux axes, la déviance et l'assimilation, qui permettront d'étudier les trois systèmes en parallèle. La déviance constitue le processus qui permet aux placements de viser spécifiquement les enfants issus de groupes distincts de la population, qu'ils soient yéniches, autochtones ou aborigènes. Cela pourrait constituer une forme de discrimination contraire au bien de l'enfant. L'assimilation est le moyen choisi par les gouvernements suisse, canadien et australien pour intégrer les enfants issus de groupes déviants à la société. Il sera intéressant d'analyser si cette assimilation est entreprise dans l'intérêt de l'enfant et si sa mise en œuvre respecte ce principe.

La méthodologie employée pour répondre à ces questions est basée essentiellement sur une revue de la littérature pertinente issue de différentes disciplines (histoire, psychologie, sociologie et droit). Il a été fait attention à choisir des sources principalement scientifiques, pour garantir au mieux l'objectivité des propos. De même, la référence aux sites d'associations a été évitée. La description et l'analyse de chaque situation reposent sur plusieurs ouvrages, afin de pouvoir comparer l'information et s'assurer de sa véracité. Ainsi, l'étude de la situation suisse se base avant tout sur l'étude historique commandée par la Confédération et son résumé. Le système des pensionnats indiens est présenté sur la base du rapport de la Commission royale sur les peuples autochtones ainsi que plusieurs ouvrages d'auteurs scientifiques, tel que Milloy et Haig-Brown. La description de la situation australienne est basée sur le rapport *Bringing them home*, enquête nationale sur les générations volées, ainsi que sur les ouvrages de Healy et Moses. Outre les rapports et les monographies, le présent travail se réfère également à des articles issus de sites de périodiques en ligne.

La problématique du placement d'enfants yéniches, autochtones du Canada et aborigènes ne peut être comprise dans une optique purement historique. En effet, bien que l'histoire constitue le fil conducteur de ce travail, il est nécessaire d'aborder d'autres disciplines, notamment la psychologie et la sociologie. Ces dernières permettent d'analyser le processus de placement et les conséquences qu'ont eues les systèmes suisses, canadiens et australiens sur les enfants placés. La notion d'intérêt supérieur de l'enfant relève elle-même du domaine de l'interdisciplinarité. En effet, Zermatten (2003) rapporte qu'elle vise le bien-être de l'enfant sur le plan physique, psychologique et social, tout en étant une notion juridique.

2. Description des situations



Source : Commonwealth of Australia, 1997, p. 78.

Un journal australien a publié cette photographie dans les années 1930. La légende précise que le Ministre de l'Intérieur a fait appel à diverses organisations caritatives afin de trouver des lieux de placement à ces enfants aborigènes retirés à leurs parents et ainsi empêcher qu'ils ne deviennent des parias.

Le présent chapitre a pour but de présenter quelles sont les populations visées par les placements forcés d'enfants, comment se déroulent ces placements et enfin quelles en sont les conséquences. Les situations suisse, canadienne et australienne sont décrites séparément mais en suivant ce même schéma. Cette description permettra de répondre à la question de l'instrumentalisation du bien de l'enfant dans la suite du travail. Au terme de ce chapitre, une conclusion intermédiaire permettra d'en relever les éléments importants.

2.1 Situation suisse : l'Œuvre des enfants de la grand-route

Le premier système de placement abordé est celui mis en place par l'Œuvre des enfants de la grand-route durant le 20^{ème} siècle. Kaufmann (2001/2003) considère que le placement systématique des enfants yéniches fait partie des pages les plus sombres de l'histoire de la Suisse.

Population touchée

Les Yéniches sont un groupe ethnique faisant partie de la famille des Tsiganes, qui comprend également les Roms et les Sintis. Les Yéniches ont leur propre langue, composée de rotwelsch, de yiddish et de romani (Kaufmann, 2001/2003). Ils possèdent également leur propre culture et leur propre histoire. « Certains sont sédentaires, d'autres nomades » (Kaufmann, p. 8). Ils sont présents dans toute l'Europe et seraient près de 35'000 en Suisse (Kaufmann).

Dès le 19^{ème} siècle, les gens du voyage sont considérés comme un trouble de l'ordre public. Leur mode de vie nomade est vu comme inacceptable dans une société moderne et sédentaire. La population suisse se méfie de ces individus, de ces familles qui parcourent les routes et n'ont pas de domicile fixe. Ils sont jugés comme de la racaille, des mendiants et des vagabonds (Kaufmann, 2001/2003). Pour remédier à cette problématique, l'Etat recense les gens du voyage et les nationalise de force (Leimgruber, Meier et Sablonier, 2000). Après la Première Guerre Mondiale, une vague conservatrice désire « mater tout ce qui s'écarte des règles et modes de vie considérés comme "normaux" et "typiquement suisses" » (Leimgruber et al., p. 26). Les Yéniches se trouvent parmi les individus que la société incite à s'adapter.

C'est dans ce contexte particulièrement propice qu'Alfred Siegfried (1890-1972), chef de la section « Enfants en âge de scolarité » au sein de la fondation Pro Juventute, rédige divers articles exposant ses idées pour lutter contre le vagabondage (Leimgruber et al., 2000). Ayant réussi à convaincre l'opinion publique du bien-fondé des solutions qu'il propose, il devient l'instigateur et le futur dirigeant de l'Œuvre des enfants de la grand-route.

L'Œuvre des enfants de la grand-route

Pro Juventute crée l'Œuvre des enfants de la grand-route en 1926, suite à une lettre officielle de 1923 rédigée par le Conseiller fédéral Motta. Ce dernier demandait à la

fondation d'agir dans une situation familiale impliquant des Yéniches (Leimgruber et al., 2000). L'Œuvre a pour but l'élimination du vagabondage, par le biais de la sédentarisation des Yéniches (Galle, 2009). Elle est financée par les dons de bienfaiteurs et les subventions des autorités fédérales, cantonales et communales.

Le principal moyen mis en œuvre pour atteindre l'objectif de sédentarisation est la séparation des familles et le placement des enfants yéniches. L'Œuvre agit donc en retirant les enfants yéniches à leur famille. « L'enlèvement se fait soit sur la base d'une décision officielle, soit dans la perspective d'une telle décision, en même temps qu'on introduit la procédure en vue de priver les parents de l'autorité parentale » (Kaufmann, 2001/2003, p. 19). Le droit en vigueur à l'époque encourage l'action de l'Œuvre en facilitant le retrait des droits parentaux. Les parents yéniches sont jugés incapables d'élever leurs enfants, du seul fait qu'ils sont des gens du voyage. La séparation est souvent brutale, les forces de police apportant une aide régulière à l'Œuvre (Kaufmann).

L'Œuvre est dirigée par Alfred Siegfried entre 1926 et 1958. Clara Reust (1916-2000), une religieuse, lui succède de 1959 à 1973. En plus d'être les dirigeants de l'Œuvre, ils sont aussi les tuteurs des enfants pris en charge. Ces deux fonctions leur donnent un pouvoir presque absolu sur la destinée de leurs pupilles. En leur qualité de tuteur, c'est à eux que revient la tâche de choisir le lieu de placement des enfants yéniches. Ces derniers sont placés dans des familles d'accueil, des orphelinats, des cliniques psychiatriques ou des établissements pénitentiaires. Les asiles sont utilisés comme moyen de répression ultime, en cas de rébellion des pupilles (Temps présent, 1990). Dans les faits, 80% des enfants yéniches sont placés dans des institutions cantonales ou religieuses. En moyenne, les enfants ont 6,8 ans quand ils sont pris en charge et sont suivis pendant 11 ans (*PNR 51 Intégration et exclusion*, 2007).

Pendant le placement, les contacts entre l'enfant et sa famille sont entravés, voire empêchés, car les liens familiaux sont vus comme la base de tous les maux. Alfred Siegfried décide ainsi souvent de changer l'enfant d'institution, pour s'assurer que ses parents ne le retrouveront pas (Leimgruber et al., 2000). De nombreux enfants placés rapportent les sévices subis pendant leur placement, mais il semble qu'Alfred Siegfried n'ait pas réagi face à ces allégations.

Outre le fait d'élever et de rééduquer les enfants, l'Œuvre souhaite également les éduquer au travail et les préparer à la vie professionnelle. « Il s'agit en premier lieu

d'habituer ces enfants à un mode de vie et de travail totalement opposé à celui de leurs parents » (Kaufmann, 2001/2003, p. 22). Alfred Siegfried est persuadé que les enfants yéniches sont par nature et héréditairement incapables d'apprendre. Il pense cependant que posséder un diplôme professionnel encouragera la sédentarité de ses pupilles. Très impliqué dans leur vie, il les soutient dans la recherche de métiers qu'il a lui-même choisis pour eux (Leimgruber et al., 2000).

Fin et reconnaissance

Suite à un article paru en 1972 dans le *Schweizerischer Beobachter* attirant l'attention du grand public sur ce que vivent les enfants placés par l'Œuvre, Pro Juventute se voit contrainte de fermer celle-ci en 1973.

Le 3 juin 1986, le Président de la Confédération Alphons Egli présente ses excuses au nom de l'Etat aux victimes de l'Œuvre. La Confédération met en place deux commissions : l'une pour recenser les demandes de consultation des dossiers, l'autre pour gérer le budget de 11 millions de CHF, destiné à l'indemnisation symbolique des victimes (Kaufmann, 2001/2003). En 1998, une étude historique est publiée sur mandat du Département fédéral de l'intérieur. Elle conclut à la responsabilité conjointe de l'Œuvre, de Pro Juventute ainsi que des autorités fédérales, cantonales et communales. Bien qu'Alfred Siegfried ait été l'instigateur du projet et en ait fait l'œuvre de sa vie, il ne peut porter à lui seul la responsabilité de toutes les actions entreprises (Leimgruber et al., 2000). En 1998, Pro Juventute présente des excuses complètes et sincères, après que celles exprimées en 1987 aient été jugées ambiguës par la communauté yéniche (Kaufmann).

Le programme de recherche *PNR 51 Intégration et exclusion* (2007) rapporte que 586 enfants, dont 299 filles et 287 garçons, sont retirés à leur famille entre 1926 et 1973. Près de 90% des enfants placés sont issus de quatre cantons : les Grisons, le Tessin, Saint-Gall et Schwytz. Le maximum des prises en charge est atteint dans les années 1930 et leur nombre ne cesse de diminuer jusqu'en 1973 (voir annexe I). L'Œuvre a partiellement atteint les objectifs qu'elle s'était fixée. Si certains Yéniches vivent encore de façon nomade, beaucoup ont choisi un mode de vie sédentaire. De plus, la culture yéniche a en partie été détruite. Si les conséquences concrètes sur la vie des victimes ne sont pas encore connues, il est cependant reconnu que la majorité d'entre elles souffre encore de ce qu'elle a vécu durant son placement (Leimgruber et al., 2000).

2.2. Situation canadienne : les pensionnats indiens

Le deuxième système de placement abordé est celui qui a visé les Autochtones du Canada, après la colonisation de l'Amérique par les Européens. Comme la description va le démontrer, ce système possède la particularité d'avoir instauré un lieu de placement unique, les pensionnats.

Population touchée

La population des Autochtones du Canada comprend les Indiens (ou Amérindiens), les Inuits et les Métis. Les Indiens comptent de nombreuses tribus, comme les Béothuks, les Algonquins, les Micmacs, les Hurons et les Iroquois (Rousseau, 1964). Les Inuits, ou Esquimaux, occupent la côte arctique du Canada. Les Métis sont des Autochtones dont l'un des parents est amérindien et l'autre européen. Toutes ces communautés sont de tradition orale, la langue étant le mode de transmission du savoir et de la culture (Milloy, 1999). Elles ont un mode de vie en partie nomade et vivent de la chasse, de la pêche et de la récolte (Haig-Brown, 1998).

L'arrivée des Européens modifie radicalement la vie des populations autochtones. En raison des théories de Darwin sur la sélection naturelle, les colons pensent que les Autochtones sont destinés à s'éteindre au contact de la population occidentale, qui serait supérieure. Il faut donc les aider à adopter la culture européenne, dans leur propre intérêt et pour leur survie. (Bibliothèque et Archives Canada, 2012). Ainsi, dès la fin du 19^{ème} siècle, le gouvernement développe une politique d'assimilation, qui instaure un contrôle de la vie quotidienne des Autochtones (Milloy, 1999). Considérée comme un moyen de les protéger tout en les transformant en citoyens utiles à la société, cette politique se base sur plusieurs préjugés : les Autochtones sont des êtres inférieurs, ils sont incapables de s'autogérer et les idées européennes, tels que le progrès et le développement, doivent leur être imposées, car elles sont des valeurs universelles et justes. L'éducation étant considérée comme le moyen premier pour transformer l'Indien, le régime des pensionnats devient un élément essentiel de la politique d'assimilation (St-Arnaud et Bélanger, 2005).

Le système des pensionnats indiens

Le système des pensionnats indiens commence effectivement en 1879. A partir de cette date, des milliers d'enfants autochtones fréquentent ces institutions, gérées conjointement par les églises et le gouvernement (Milloy, 1999). Les pensionnats sont

créés pour assurer que les enfants soient séparés de leur famille et de leur communauté et limiter ainsi l'influence culturelle de ces entités. La Loi sur les Indiens de 1876, ou Acte des Sauvages, oblige les parents à envoyer leurs enfants en âge scolaire dans les pensionnats (Leforestier, 2012). Il existe deux types de pensionnats : les *boarding schools*, situées près ou dans les réserves indiennes, et les *industrial schools*, hors des réserves. Cette distinction disparaîtra en 1923, au profit de la dénomination générale de *residential schools* (Milloy). Le système est financé par le gouvernement, qui octroie aux pensionnats une subvention par élève. Cette somme ne suffisant que rarement à couvrir les frais de fonctionnement des pensionnats, les églises font couramment appel à des œuvres de charité (Milloy).

Le projet éducatif des pensionnats repose sur trois axes, visant tous l'assimilation. Le premier consiste à donner à l'état une justification pour retirer les enfants de leur milieu familial. Le deuxième propose une pédagogie ayant pour but la socialisation des enfants. Enfin, le troisième axe vise l'intégration des jeunes diplômés dans la société non-autochtone (Bibliothèque et Archives Canada, 2012). Le programme d'étude comprend deux volets : les cours théoriques et la pratique, comprenant des activités comme le jardinage, l'agriculture et les tâches domestiques (Milloy, 1999). L'enseignement religieux y occupe également une place importante (Haig-Brown, 1998). De plus, les élèves suivent des cours de morale, qui leur inculquent les valeurs occidentales et chrétiennes (Bibliothèque et Archives Canada).

Ainsi, tout l'enseignement est conçu pour atteindre le but politique d'assimilation. Le système dans son entier vise à apprendre aux enfants autochtones la manière occidentale de jouer, d'apprendre, de travailler et de vivre (Milloy, 1999). Rien n'est adapté à la culture autochtone, rendant l'apprentissage difficile pour les enfants. De plus, il est interdit aux enfants de parler leur langue, ils doivent s'exprimer en anglais ou en français, ce qui constitue une difficulté supplémentaire (Bibliothèque et Archives Canada, 2012). Les contacts avec la famille sont limités, voire exclus. Les fratries sont également séparées dans les pensionnats (Haig-Brown, 1998).

Durant l'existence du système, plusieurs rapports et articles dénoncent les conditions de vie des élèves dans les pensionnats. Ces derniers connaissent en effet une grave épidémie de tuberculose, qui fait de nombreuses victimes. La propagation de la maladie est encouragée par les mauvaises conditions d'hygiène et les dortoirs surpeuplés. La majorité des enfants est nourrie et vêtue de façon inadéquate et vit dans des bâtiments vétustes. Durant leur scolarité, ils subissent divers abus, dus

notamment à la discipline stricte et aux châtements utilisés comme punition (Milloy, 1999). Malgré les rapports rédigés à ce propos, le gouvernement ne réagit pas avant la fin du système, si ce n'est pour étouffer les affaires qui pourraient faire scandale (Bibliothèque et Archives Canada, 2012).

Fin du système et reconnaissance

Après la Seconde Guerre Mondiale, les politiques revoient la question indienne et décident d'intégrer les enfants autochtones à l'enseignement public non-autochtone. L'assimilation par la ségrégation se transforme ainsi en assimilation par l'intégration, jugée plus efficace et moins coûteuse. Avec ce système d'éducation journalière, les enfants peuvent en principe demeurer auprès de leurs parents. Les politiques décident de la fermeture des pensionnats, qui sera un processus long et difficile (Milloy, 1999), les pensionnats se muant en établissements de bien-être social pour les enfants dans le besoin. Le dernier pensionnat ferme ses portes en 1996 (Bibliothèque et Archives Canada, 2012).

Dans les années 1980, de nombreux scandales concernant des abus sexuels sur des orphelins canadiens dans les institutions éclatent et touchent l'opinion publique. Le thème de la sécurité des enfants et des femmes devient central. Les défenseurs de cette cause se lient aux Autochtones qui rapportent eux aussi des situations d'abus vécues dans les pensionnats (Milloy, 1999).

Depuis 1992, la plupart des églises se sont excusées pour les actes de leurs employés dans les pensionnats (Milloy, 1999). En 1996, la Commission royale d'enquête sur les peuples autochtones publie un rapport appelant l'Etat à assumer sa responsabilité dans l'affaire des pensionnats (St-Arnaud et Bélanger, 2005). Le Premier ministre Harper présente des excuses officielles le 11 juin 2008 (Premier ministre du Canada, 2008). Une convention de règlement relative aux pensionnats indiens entre en vigueur en 2007 et vise le versement d'indemnités symboliques aux victimes (Premier ministre du Canada). Elle instaure également une commission de vérité et de réconciliation, dans le but de faire connaître aux Canadiens ce qui s'est passé dans les pensionnats (Commission de vérité et réconciliation du Canada, n.d.).

Dans les faits, près de 150'000 enfants ont fréquenté les 132 pensionnats indiens (Premier ministre du Canada, 2008). Des experts « ont confirmé le lien de causalité établi par les autochtones entre l'effritement progressif de leur culture dans les pensionnats et le dysfonctionnement de leurs collectivités » (Bibliothèque et Archives

Canada, 2012, Section Epilogue, para. 12). En effet, certains anciens pensionnaires reproduisent dans leur communauté ce qu'ils ont eu pour modèle dans les pensionnats. Si le gouvernement et les églises n'ont pas réussi à assumer les responsabilités parentales qu'ils s'étaient octroyées sur ces enfants (Milloy, 1999), ils ont cependant encouragé, par le biais des pensionnats, la perte d'une partie des langues et de la culture traditionnelles (Bibliothèque et Archives Canada).

2.3 Situation australienne : les générations volées

La dernière description concerne les générations volées australiennes. Cette appellation désigne les enfants aborigènes et métis placés par les colons européens dans diverses institutions durant près d'un siècle.

Population touchée

Les Aborigènes d'Australie occupent le territoire australien depuis près de soixante mille ans et sont les représentants des plus anciennes traditions au monde (Muecke et Shoemaker, 2002). Communauté de tradition orale, les Aborigènes vivent de la chasse, de la cueillette et ont un mode de vie nomade ou semi-nomade, pour assurer leur subsistance ou pour des raisons rituelles. En effet, la spiritualité occupe une place importante dans le quotidien de la société aborigène (Muecke et Shoemaker). « En 1788, le continent australien est occupé probablement par un million d'Aborigènes qui se divisent en plus de cinq cents tribus, ayant pour la majeure partie leur propre langue » (Muecke et Shoemaker, p. 56).

A leur arrivée au 18^{ème} siècle, les Européens déclarent l'Australie *Terra Nullius* et en prennent possession, sans tenir compte des communautés aborigènes (Duthil, 2006). En lien avec les théories de Darwin, les colons sont convaincus que les Aborigènes vont disparaître au contact de la civilisation occidentale. Pour les protéger, dans chaque état, des réserves sont construites, dans lesquelles les actes caractéristiques de la vie traditionnelle aborigène sont interdits (Muecke et Shoemaker). Les réserves sont sous la responsabilité d'un *Protection Board* et d'un Chef protecteur dans chaque état, qui ont un pouvoir de contrôle sur de nombreux aspects de la vie quotidienne des Aborigènes. Si la population aborigène diminue sensiblement, la population métisse ne cesse d'augmenter et crée la crainte des autorités, qui vont prendre des mesures (Commonwealth of Australia, 1997).

Le placement des enfants

Selon le rapport *Bringing them home* (Commonwealth of Australia, 1997), l'enlèvement des enfants aborigènes a commencé avec la colonisation de l'Australie par l'Angleterre, dans le but notamment de les utiliser comme main-d'œuvre. Cependant, il s'agit le plus souvent de pratiques de fait qui ne sont pas justifiées légalement. Il n'existe ainsi pas de date précise concernant le début des enlèvements d'enfants. De plus, la protection des Aborigènes est, jusqu'en 1937, une compétence des états australiens, qui édictent des lois autorisant l'enlèvement des enfants à des dates différentes. L'état de Victoria est l'un des premiers à mettre sous la tutelle du Chef protecteur tous les enfants aborigènes et métis, en vertu de l'*Aborigines Protection Act* de 1869 (Commonwealth of Australia).

Deux périodes se distinguent dans le placement des enfants aborigènes. Tout d'abord, dès la fin du 19^{ème} siècle, seuls les enfants métis sont enlevés à leur famille, pour qu'ils soient absorbés par la société blanche. Comme les métis ont du sang européen qui coule dans leurs veines, les autorités estiment qu'ils doivent avoir une place dans la société. Ces mesures relèvent également de la crainte des autorités de voir la population métisse devenir plus nombreuse que la population non-autochtone (Commonwealth of Australia, 1997). La théorie de l'absorption biologique consiste à éliminer la couleur de peau noire en encourageant les unions mixtes. Elle est soutenue par plusieurs Chefs protecteurs, dont A. O. Neville et C. Cook (MacGregor, 2005). Ce dernier affirme qu'après la cinquième ou sixième génération d'union mixte, les caractéristiques aborigènes sont éradiquées (Commonwealth of Australia). En vue de leur mélange à la société non-autochtone, les enfants métis sont retirés de leur communauté et placés dans des familles d'accueil ou des institutions. Les Aborigènes de « sang pur » sont quant à eux touchés par une politique de ségrégation et vivent dans des réserves ou des missions. Les enfants aborigènes peuvent être séparés de leurs parents au sein même des missions, par un système de dortoirs séparés (Commonwealth of Australia).

La seconde période concerne la politique d'assimilation sociale, adoptée au niveau national dès 1937 suite à l'échec de la politique d'absorption (Commonwealth of Australia, 1997). Elle équivaut à remodeler la vie sociale des Aborigènes et la rendre conforme aux standards occidentaux, sans faire disparaître la population autochtone (MacGregor, 2005). Pour s'adapter à cette nouvelle politique, plusieurs

états harmonisent leur législation sur la protection de l'enfant, la rendant applicable tant aux enfants aborigènes qu'aux enfants blancs. Pour retirer aux parents la garde de leur enfant, ce dernier doit être jugé négligé ou démuné. Si la législation est identique, son application concrète demeure cependant discriminatoire. En effet, la loi étant basée sur des valeurs occidentales, les enfants aborigènes ont plus de risques d'être retirés à leurs parents, en raison du mode et des conditions de vie de leur communauté. Les enfants, métis et aborigènes, sont ensuite placés dans des institutions ou des familles d'accueil (Commonwealth of Australia). Le but du placement est que l'enfant n'acquière pas les coutumes de la communauté aborigène. Il oubliera ainsi sa culture et celle-ci disparaîtra (Healy, 2008).

Durant ces deux périodes, les enfants placés, qu'ils soient métis ou aborigènes, vivent en principe les mêmes expériences. Ils sont non seulement séparés de leur famille et de leur communauté, mais aussi de leur fratrie au sein des institutions. Pour répondre au but d'assimilation, les institutions, établies par les églises et gérées par les états, tentent d'éliminer les signes rappelant l'origine des enfants placés, par le déni et le mépris de la culture aborigène (Healy, 2008). Les enfants ont l'interdiction de pratiquer leur langue et les contacts avec leurs familles sont limités et contrôlés. Dans les institutions, les conditions de vie sont mauvaises, notamment en raison du manque de ressources et de contrôle étatique (Haebich, 2005). L'éducation des enfants repose sur des règles de vie strictes, dont le non-respect entraîne des punitions sévères (Commonwealth of Australia, 1997).

Fin et reconnaissance

Dès les années 1970, la politique d'assimilation prend fin. Les Aborigènes acquièrent le droit à la citoyenneté par un référendum en 1967 (Duthil, 2006). « Le bouillonnement rebelle de ces années qui voit la naissance des grands mouvements de contestation [...] finit par toucher l'Australie, comme le reste du monde occidental et permet de poser les premiers jalons d'une ère plus progressiste » (Muecke et Shoemaker, 2002, p. 77).

En 1997, une commission d'enquête nationale publie le rapport *Bringing them Home*, qui attire l'attention du public sur ce qu'ont vécu les enfants aborigènes placés par le gouvernement (Commonwealth of Australia, 1997). De nombreux états présentent leurs excuses suite à cette publication. Les conclusions du rapport demeurent

toutefois controversées, notamment en ce qui concerne la qualification des actions du gouvernement en tant que génocide culturel (MacGregor, 2005).

Suite à la publication du rapport, le Premier ministre de l'époque, John Howard, refuse de présenter des excuses (Muecke et Shoemaker, 2002). Une journée nationale du pardon est cependant instaurée le 26 mai 1998 et célébrée chaque année. En 2007, en Australie du Sud, Bruce Tremorrow devient la première victime des générations volées indemnisée. Il semble cependant que le gouvernement australien n'ait pas l'intention de mettre en place un fonds d'indemnisation en faveur des victimes, car il s'agirait d'une compétence propre à chaque état (The Age, 2007). Le 13 février 2008, le premier ministre australien Kevin Rudd présente des excuses officielles aux générations volées (Healy, 2008).

Si le nombre exact des enfants faisant partie des générations volées est inconnu, le rapport *Bringing them home* estime qu'entre 1910 et 1970, entre un dixième et un tiers des enfants aborigènes et métis ont été retirés à leurs parents (Commonwealth of Australia, 1997). Les victimes souffrent encore des traumatismes subis pendant leur placement et ne s'identifient ni aux Aborigènes, ni aux Blancs (Duthil, 2006). En effet, peu de victimes ont été acceptées et assimilées à la société blanche (Read, 2006). Plusieurs études démontrent le lien entre la politique d'enlèvement et les troubles psychologiques, la dépression et la consommation de substances psychotropes chez les victimes (Commonwealth of Australia).

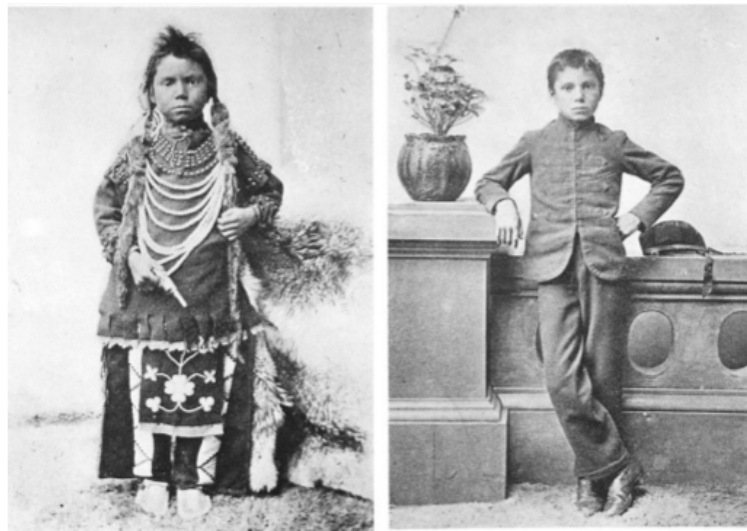
2.4 Conclusion intermédiaire

Au terme de ce chapitre consacré aux descriptions des situations suisse, canadienne et australienne, il est d'ores et déjà possible de noter qu'il existe plusieurs ressemblances et différences entre ces situations, qui seront abordées dans le chapitre suivant. Cependant, ces descriptions démontrent également que plusieurs données demeurent encore inconnues ou approximatives. Ainsi, le nombre exact des victimes du système australien n'est pas et ne sera sans doute jamais connu.

En ce qui concerne la question du rôle joué par la notion de bien de l'enfant dans les placements, il est difficile de retirer des descriptions des réponses claires. En effet, les arguments des différents gouvernements et institutions parlent tant de protéger les enfants placés que d'éliminer, par l'intégration de ces enfants, un groupe spécifique de la population. Cela constitue une forme d'instrumentalisation du bien

de l'enfant. Ainsi, certains placements semblent avoir réellement garanti l'intérêt de l'enfant, alors que d'autres, notamment en raison de divers abus et des mauvaises conditions de vie, vont à l'encontre du bien-être découlant de cette notion.

3. Analyse comparative



Source : <http://mvmillier.blogspot.ch/2010/10/tuition-of-thomas-moore.html>

Le rapport annuel du Département des Affaires indiennes du Canada présente en 1904 cette photographie du jeune Thomas Moore, avec la mention « avant et après la scolarisation ». Elle illustre la politique d'assimilation des Autochtones dans les pensionnats, par la transformation du « sauvage » en « homme civilisé ». A gauche, Thomas Moore porte des vêtements traditionnels, a les cheveux longs et une arme à la main, ce qui représente le passé. L'image de droite montre le futur tel que le voit le gouvernement canadien : un enfant dont les attributs culturels et traditionnels ont été effacés au profit d'attributs européens, symboles d'une vie civilisée (Milloy, 1998).

3.1 En général

Après avoir décrit les divers régimes de placement d'enfants, il est intéressant d'analyser leurs différences et leurs points communs. En effet, il est d'ores et déjà possible d'affirmer que les situations suisse, canadienne et australienne ne sont pas semblables, mais toutefois comparables. Après avoir brièvement développé quelques différences et ressemblances, les trois situations seront comparées d'après deux axes communs, la déviance et l'assimilation. La déviance consiste en la

marginalisation d'un groupe spécifique de la population et induit ainsi une discrimination envers les membres de ce groupe, adultes ou enfants. Cette discrimination pourrait être contraire à l'intérêt supérieur de l'enfant. L'assimilation est quant à elle le moyen utilisé par les gouvernements pour éliminer le groupe déviant, en l'intégrant à la société dominante. La question du bien de l'enfant est centrale, car les enfants yéniches, autochtones et aborigènes sont les premières cibles des politiques d'assimilation des systèmes de placement.

Différences

Il existe assurément plusieurs différences entre les trois systèmes. L'une d'entre elles est liée au contexte historique de chacun des pays concernés. En effet, l'Australie et le Canada ont connu la colonisation d'un « Nouveau Monde » par les Européens, ce qui n'est pas le cas de la Suisse. Le système des pensionnats et le placement des enfants aborigènes se ressemblent ainsi par leur structure étatique et leur mise en place par un gouvernement d'origine européenne envers des populations autochtones. En Suisse, si l'Œuvre des enfants de la grand-route a été soutenue par les autorités, elle ne relève pas d'une politique de la Confédération ou des cantons.

Une autre différence est constituée par l'intérêt particulier qu'a eu le système australien pour les enfants métis, qui n'existe pas dans les deux autres systèmes. En Australie, ils sont les premières cibles des enlèvements forcés. Le gouvernement craint en effet que les métis, dont le nombre ne cesse d'augmenter, ne deviennent un danger pour la société (Manne, 2005). Les autorités estiment que les métis, en raison de leur ascendance européenne, doivent avoir une place dans la société non-autochtone, aussi moindre soit-elle. Les enfants sont distingués selon qu'ils sont pleinement aborigènes (*full blood*) ou métis, en fonction du degré de métissage (*half caste, quadroon, octoroon*) (Commonwealth of Australia, 1997).

Ressemblances

Les conséquences psychologiques subies par les victimes constituent un premier point commun entre les systèmes suisse, canadien et australien. En effet, les enfants placés ont globalement vécu les mêmes expériences de séparation précoce et brutale avec leurs parents et leur famille. Ceci est contraire aux théories de psychologie qui apparaissent à l'époque (Commonwealth of Australia, 1997). En effet, Bowlby développe dans les années 1960 la théorie de l'attachement, qui

insiste sur l'importance du lien avec la mère, ou du moins avec une figure d'attachement, entre six mois et six ans. Selon lui, « la première relation humaine de l'enfant est la pierre angulaire de sa personnalité » (Bowlby, 1969/2006, p. 247).

Les enfants sont également placés dans le même genre d'institutions. Ils y vivent, d'après leurs témoignages, des expériences de traumatismes et d'abus, alors que ces institutions devaient officiellement garantir leur bien-être. Les victimes rapportent qu'elles ne sont pas crues, ou toutefois qu'aucune mesure n'est prise suite à la dénonciation des abus. Une des explications possible serait que la maltraitance, notamment sexuelle, est encore au début du 20^{ème} siècle un sujet tabou et ne devient un sujet d'actualité que dans les années 1990 (P. Jaffé, communication personnelle, 18 avril 2012). Les châtiments corporels sont en revanche admis et courants dans l'éducation de l'époque, que ce soit dans les institutions ou dans les écoles publiques (Leforestier, 2012). Tous ces souvenirs influencent la vie et les comportements des victimes à l'âge adulte (Heller, Avanzino et Lacharme, 2005).

En Suisse, au Canada et en Australie, une partie des victimes et des chercheurs tient à faire reconnaître que ces systèmes de placement constituent un génocide culturel (Fleury, 2011 ; Haig-Brown, 1998 ; Commonwealth of Australia, 1997). Le génocide culturel ou ethnocide peut se définir comme l'élimination délibérée d'une culture, par son éradication et son remplacement par la culture de la société dominante (Chetail, 2007). Cette notion, jugée trop vague, a été omise de la Convention sur le génocide de 1948 (MacGregor, 2005). Si le génocide défini dans la Convention vise l'élimination physique d'une catégorie de personnes (art. II), l'ethnocide vise « l'imposition d'une autre culture, sans que l'existence physique du groupe soit nécessairement mise en cause » (Chetail, p. 57). Ainsi, même si les enlèvements d'enfants yéniches, autochtones et aborigènes étaient qualifiés de génocide culturel, ils n'engendreraient aucune condamnation au niveau international.

3.2 Déviance

Définition et valeurs

D'après Becker (1963/1985), la déviance est toute action que la société disqualifie car elle contrevient à une norme morale, juridique ou coutumière que cette société adopte et pose en principe. La thématique de la déviance est frappante tout au long du processus qui a conduit à l'enlèvement et au placement des enfants

yéniches, autochtones du Canada et aborigènes. En effet, il est possible de considérer la déviance comme le point de départ de ces trois situations.

A l'époque de ces persécutions, les différents gouvernements souhaitent préserver les valeurs et la culture de la société dominante, caractérisée par le nationalisme, l'industrie, la sédentarité, le christianisme et le mode de vie occidental (Jourdan, 1999). La société dominante, les colons européens au Canada et en Australie et la population suisse sédentaire, pose la modernité et le progrès comme norme commune et objectifs à atteindre. La modernité est perçue comme un projet européen et la projection par le monde occidental de ses propres valeurs dans le monde, sous la forme de références universelles (Featherstone, 1995).

Toutes ces considérations entrent en opposition avec le mode de vie et les valeurs qui caractérisent les groupes touchés par les placements d'enfants. Les Yéniches, les Autochtones du Canada et les Aborigènes sont majoritairement nomades ou semi-nomades. Dès la fin du 19^{ème} siècle, la non-sédentarité est considérée comme un obstacle à la société moderne. De plus, le style de vie de ces populations, de même que leur culture, leurs croyances et leurs traditions, sont jugés primitifs. Ainsi, dans les pensionnats indiens, les enfants autochtones sont décrits comme des sauvages et des animaux (Haig-Brown, 1998). Les Aborigènes d'Australie citent comme valeurs de référence la nature, la terre et la famille (Duthil, 2006), ce qui ne correspond pas à celles de la société coloniale. Alfred Siegfried pense que les enfants yéniches viennent d'un monde primitif ne possédant aucune culture (Leimgruber et al., 2000).

En lien avec ces éléments, l'idée de domination est également très présente dans les trois situations étudiées. Dans le cadre de la colonisation du Canada et de l'Australie, l'Europe s'octroie une mission de civilisation envers le reste du monde, dont les populations sont jugées inférieures (Featherstone, 1995). Cette infériorité est notamment consacrée par des lois, qui insistent sur le besoin de protection des populations autochtones et instaurent un contrôle sur chaque aspect de leur vie. En Suisse, la domination découle plutôt de comportements de fait des autorités, qui recensent et nationalisent de force les gens du voyage (Leimgruber et al., 2000).

Darwinisme et eugénisme

Il est possible de trouver une origine commune aux considérations décrites ci-dessus : le darwinisme et l'eugénisme. Les théories de Darwin sur la sélection naturelle, datant de la deuxième moitié du 19^{ème} siècle, rapportent que les différentes races humaines

en interaction entrent en concurrence et luttent jusqu'à ce que la plus forte triomphe (Pichot, 2000). Pichot considère que la colonisation est un des meilleurs exemples de « guerre des races » (p. 355). En ce sens, les rapports australien et canadien relèvent que les colons sont persuadés que les autochtones disparaîtront au contact de la société européenne, supérieure et plus évoluée (Commonwealth of Australia, 1997 ; Bibliothèque et Archives Canada, 2012). Cette certitude pousse les gouvernements à prendre des mesures protectrices envers les autochtones.

Basé sur le darwinisme et la génétique, l'eugénisme, développé par Francis Galton, désigne « l'amélioration de l'humanité dans ses caractères transmissibles aux générations suivantes » (Thomas, 1995, p. 3). Dès les années 1920, l'anthropologie criminelle lie génétique et délinquance (Jourdan, 1999). L'eugénisme consiste à donner un fondement biologique à un comportement qui est reproché à un individu ou un groupe d'individus. En Suisse, l'Œuvre des enfants de la grand-route fait ouvertement référence à l'eugénisme. « Les études psychiatriques de l'époque recourent souvent à des arguments eugéniques pour démontrer "l'infériorité héritée" de certains groupes dits marginaux. Mais cette infériorité peut être corrigée par une "hygiène raciale", qui consiste soit à éliminer le mauvais capital génétique, soit à le mélanger avec du bon » (Leimgruber et al., 2000, p. 57). Les ouvrages de psychologie de l'époque considèrent le mode de vie nomade comme une maladie héréditaire (Kaufmann, 2001/2003). L'Œuvre favorise le développement de ces théories en mettant à disposition de scientifiques les dossiers des enfants placés.

Si l'influence de l'eugénisme au Canada et en Australie est moins claire que celle du darwinisme, plusieurs témoignages rapportent cependant que certains comportements reprochés aux enfants autochtones sont vus comme héréditaires (Read, 2006). Pichot (2000) affirme que « non seulement on savait très bien que la colonisation pouvait entraîner l'extinction des populations colonisées, mais [...] on avait même imaginé une méthode eugéniste fondée sur la manière dont ces populations disparaissaient, à cause de l'alcool, des maladies, etc. » (p. 357). Ainsi, ces théories jouissant d'un grand succès à l'époque garantissent-elles une assise scientifique à la marginalisation et à la stigmatisation de certaines populations.

Stigmatisation

La conséquence de l'imposition de certaines valeurs est que quiconque ne respecte pas, volontairement ou inconsciemment, les normes admises par la société devient

déviant. Selon Becker (1963/1985), être considéré comme déviant altère l'identité de l'individu, qui acquiert une étiquette stigmatisante. D'après Goffman (1963/1975), la stigmatisation est le fait de discréditer un individu ou rabaisser son statut par rapport à une caractéristique perçue comme déviante, qu'il nomme le stigmate. Le fait qu'un individu soit porteur d'un stigmate modifie de façon négative le comportement des autres à son égard. « Ainsi diminué à nos yeux, il cesse d'être pour nous une personne accomplie et ordinaire, et tombe au rang d'individu vicié, amputé » (Goffman, p. 12). La personne déviante n'est plus vue que sous l'angle de sa déviance, occultant tous les autres attributs de sa personne (Hugues, 1945).

Pour les populations visées par les enlèvements forcés d'enfant, le stigmate est constitué par leur appartenance à un groupe ethnique et culturel. D'après Goffman (1963/1975), la race, la nationalité et la religion constituent des stigmates tribaux, qui ont la particularité de se transmettre de génération en génération. Les Yéniches, les Autochtones du Canada et les Aborigènes sont jugés inférieurs et primitifs, ce qui semble justifier les interventions mises en place par les différents systèmes. La société dominante perçoit le stigmate comme une déficience, ce qui conduit les gens touchés par ce stigmate à penser, ne serait-ce que par moments, qu'ils ne sont pas à la hauteur (Goffman, 1963/1975). Dans les différents systèmes, il a tant été répété aux enfants yéniches, autochtones et aborigènes combien leurs origines étaient mauvaises et qu'ils possédaient les pires tares en eux que certains ont fini par y croire et à rejeter leurs origines (Heller et al., 2005 ; Commonwealth of Australia, 1997).

Représentations sociales

Le comportement des membres de la société envers les personnes qualifiées de déviantes est largement influencé par les représentations sociales. Ces dernières impliquent une certaine lecture de la réalité, qui devient commune à un groupe, à une société donnée (Jodelet, 1989). Les représentations sociales découlent de la déviance, tout en renforçant son impact sur les interactions entre individus. En effet, elles conduisent les membres de la société à associer aux caractéristiques principales du statut de déviant de nombreuses caractéristiques accessoires péjoratives (Hugues, 1945). Par exemple, la caractéristique principale du statut de déviant des Yéniches est l'appartenance à la catégorie des gens du voyage. En raison des représentations sociales ancrées dans la société, cette caractéristique

principale est immanquablement associée à diverses caractéristiques accessoires, tels que criminels, paresseux ou immoraux (Leimgruber et al., 2000).

Les représentations sociales répandent ces images négatives par le biais de produits culturels (Chombart de Lauwe et Feuerhahn, 1989). Ainsi, Lebourg-Thieullent (2009) rapporte que les livres pour enfants en Australie entre 1830 et 1930 véhiculent « les valeurs promues ou considérées comme acquises par la société dont ils sont issus » (p. 211). « Toutes les illustrations choisies donnent une vision délibérément orientée de la réalité » (Lebourg-Thieullent, p. 213). Si les Aborigènes sont présentés comme des sauvages, l'homme blanc, lui, occupe une place de vainqueur. « L'enfant blanc est amené à se considérer supérieur aux Aborigènes [...] Les illustrations des premiers écrits pour la jeunesse ont largement contribué à la construction d'un paysage australien où les Aborigènes n'ont pas leur place » (Lebourg-Thieullent, p. 217).

Les représentations sociales réduisent la marge de manœuvre des individus en leur prescrivant une façon unique d'interpréter la réalité et d'interagir entre eux. En conséquence, elles influencent la façon dont les membres de la société se comportent face à la personne ou au groupe déviant. Selon Becker (1963/1985), « la manière dont on traite les déviants équivaut à leur refuser les moyens ordinaires d'accomplir les activités routinières de la vie quotidienne » (p. 58). Ainsi, dans les différents systèmes présentés, le retrait du droit de garde aux parents ne nécessite pas d'autre justification que leur appartenance au groupe social déviant, yéniche ou autochtone (Manne, 2005). Les autorités partent du principe qu'ils ne peuvent pas élever correctement leur enfant. Dans d'autres cas, si le retrait des droits parentaux repose sur la notion de négligence, celle-ci est cependant définie selon des critères occidentaux. Cela augmente le risque des enfants autochtones d'être placés, en raison de leur mode de vie jugé inadéquat (Milloy, 1999). Une telle discrimination est contraire à l'intérêt de l'enfant, notion liée au fait que les enfants ne doivent pas subir d'inégalités de traitement injustifiées (Zermatten, 2003).

3.3 Assimilation

Définition

Si les théories de la déviance visent la communauté en général, elles n'en touchent pas moins ses enfants, qui sont les cibles des diverses politiques d'assimilation. Ces dernières ont pour but de faire disparaître la catégorie des personnes déviantes en

les intégrant de force à la société dominante. L'assimilation peut être définie comme « le procédé par lequel les valeurs sociales, culturelles et traditionnelles sont remplacées par les valeurs de la société dominante » (Leforestier, 2012, p. 25).

Cibles des politiques d'assimilation

Dans les systèmes suisse, canadien et australien, il est intéressant de relever que les personnes visées par les politiques d'assimilation sont principalement les enfants, car ils sont considérés comme plus malléables que les adultes (Duthil, 2006). Il serait plus facile d'agir sur eux et de leur faire intégrer le mode de vie occidental et sédentaire. Au Canada, les autorités considèrent que les adultes sont déjà trop pervertis, mais qu'il est encore possible d'assimiler les enfants (Milloy, 1999). En Suisse et en Australie, un enlèvement précoce des enfants est considéré comme plus efficace (Leimgruber et al., 2000 ; Commonwealth of Australia, 1997). Cela empêche que l'enfant n'acquière les habitudes et les coutumes de sa communauté (Healy, 2008).

Il est possible de trouver une autre explication au choix des enfants comme cibles des politiques d'assimilation. En effet, les enfants représentent le futur d'une communauté, sa chance et son espoir de ne pas disparaître (Duthil, 2006). En Australie et au Canada, pays fortement influencés par le darwinisme, les colons pensent que la communauté autochtone est en voie de disparition. Retirer les enfants de ces collectivités peut être vu comme un moyen de les sauver, mais aussi comme un moyen d'accélérer cette disparition, en intégrant les plus jeunes à la société occidentale. La question du bien de l'enfant est donc centrale dans la thématique de l'assimilation : les systèmes sont-ils prévus pour garantir la protection d'un enfant dont la communauté est perçue comme néfaste et en voie de disparition, ou pour accélérer et assurer la disparition de cette communauté ?

Il est difficile de répondre de façon univoque à cette question. Si en Suisse il est reconnu que l'Œuvre vise ouvertement l'élimination du vagabondage par le placement et l'éducation des enfants yéniches, elle déclare cependant leur mode de vie inacceptable (Leimgruber et al., 2000) :

Même en tenant compte du fait que les fondateurs de l'Œuvre partageaient de l'idée que des enfants sédentaires auraient automatiquement une meilleure vie que des enfants sans cesse en voyage, on peut s'étonner qu'une fondation dont la tâche première est le bien-être de la jeunesse instrumentalise cet

objectif en faveur d'une conception de l'ordre, social et politique, de son point de vue supérieure. (p. 30)

Kaufmann (2001/2003) affirme que l'Œuvre a pour objectif de détruire le mode de vie nomade, et non de permettre aux enfants une vie meilleure. Certains auteurs parlent d'une double réaction : le désir de protéger l'enfant et celui de protéger la société (Heller et al., 2005). Le système australien présente la même ambiguïté. Les enfants métis sont retirés à leur famille pour leur offrir des meilleures conditions de vie, en raison de leur ascendance européenne, et leur donner les mêmes chances qu'aux enfants blancs (Duthil, 2006). Les autorités souhaitent cependant éviter que la population métisse ne devienne trop importante et mette en péril la société coloniale (Manne, 2005). La considération d'égalité des chances est également présente dans l'argumentation du gouvernement canadien (Haig-Brown, 1998). Milloy (1999) considère que le système des pensionnats a été instauré tant pour le bénéfice de l'état, qui jouit ainsi d'une main-d'œuvre formée, que pour le bien de l'enfant. Dans les pays colonisés, les politiques d'assimilation présentent également un avantage économique : la ségrégation des autochtones dans les réserves libère des terres qui peuvent être acquises par les colons (Haig-Brown ; Haebich, 2005). Il est donc possible de voir le bien de l'enfant comme une conséquence intrinsèque de l'élimination de la déviance, et non comme le but premier de ces systèmes.

Assimilation par la séparation et le placement

Tous les systèmes ayant choisi d'agir principalement sur les enfants, l'assimilation n'est possible que par la séparation de l'enfant et de sa famille, voire sa communauté. En effet, ces deux entités ont une grande influence sur la socialisation de l'enfant et la transmission de la culture d'origine. Haig-Brown (1998) considère que minimiser l'influence parentale constitue un outil de destruction culturelle. Si les différents systèmes visent la séparation, il est cependant nécessaire que celle-ci soit de longue durée, pour en garantir l'efficacité. Les droits parentaux peuvent ainsi être retirés soit par une décision ponctuelle (Suisse), soit par une loi accordant la tutelle des enfants à l'état (Australie). Au Canada, la séparation est prescrite par la loi de 1876, qui rend obligatoire la fréquentation des pensionnats pour les enfants en âge scolaire (Leforestier, 2012). Cela correspond dans les faits à priver les parents de la plupart de leurs droits parentaux. Si les différents acteurs sont conscients du traumatisme que peut engendrer la séparation brutale d'un enfant et sa mère, ils ne

modifient toutefois pas leurs pratiques. Ainsi, Leimgruber et al. (2000) rapportent qu'Alfred Siegfried sait qu'une telle séparation est néfaste, mais considère cela comme un moindre mal. En Australie, les théories de Bowlby sont connues, mais elles profitent surtout aux enfants blancs (Commonwealth of Australia, 1997). Un autre moyen d'assurer la séparation est de dire à l'enfant que ses parents l'ont abandonné ou qu'ils sont décédés (Commonwealth of Australia ; Leimgruber et al.).

Après la séparation, les enfants sont placés dans diverses institutions, qui ont pour objectif de remplacer les parents dans l'éducation et les soins. En Suisse et en Australie, les enfants sont placés dans diverses institutions ou familles d'accueil issues de la société dominante. Le but est également de couper les liens entre les enfants et leurs parents, si possible pour une longue durée (Manne, 2005). Dans ces deux pays, les pupilles ont vécu plusieurs changements d'institution durant leur enfance (Commonwealth of Australia, 1997 ; Leimgruber et al., 2000). Les pensionnats indiens et les institutions sont le plus souvent tenus par des organismes religieux chrétiens. Cela pourrait notamment permettre d'assurer une éducation assez stricte aux enfants et de les imprégner de la culture occidentale, majoritairement chrétienne.

Assimilation par l'éducation

Dans la plupart des institutions de placement, l'éducation des enfants devient un moyen important d'assimilation culturelle. En effet, le plus puissant pouvoir de changement culturel réside dans l'éducation des enfants (Milloy, 1999). Au Canada, les pensionnats permettent de renforcer l'éducation donnée, en garantissant une séparation de longue durée entre l'enfant et sa communauté. Si en Suisse et en Australie les institutions ne sont pas clairement dédiées à l'enseignement, elles ont toutefois une grande influence sur l'éducation quotidienne des pupilles.

Le but de l'éducation est principalement de transformer les enfants yéniches, autochtones et aborigènes en citoyens utiles pour la société moderne (Leimgruber et al., 2000). Les systèmes suisse, canadien et australien souhaitent élever les enfants placés aux standards de la société dominante en les préparant à la vie dans cette société occidentale et sédentaire (Manne, 2005 ; Haig-Brown, 1998). L'idée de domination est donc très présente dans l'éducation des enfants placés. Les trois systèmes reposent sur le présupposé que seules les valeurs de la société dominante comptent, que seul le mode de vie européen et sédentaire est acceptable (Haig-Brown). L'objectif est de remplacer une culture par une autre, jugée supérieure

(Milloy, 1999). « Il fallait leur apprendre à voir le monde comme un lieu européen où seules les valeurs et les croyances européennes avaient un sens, à renier les superstitions de leurs cultures primitives » (Bibliothèque et Archives Canada, 2012, Section Le projet, para. 17). Au Canada, une expression célèbre résume le but des pensionnats : tuer l'Indien au sein de l'enfant (Premier ministre du Canada, 2008).

En lien avec le but de l'éducation, il est à nouveau nécessaire de se poser la question du bien de l'enfant. Comme expliqué ci-dessus, les gouvernements australien et canadien parlent de donner les mêmes chances aux enfants autochtones qu'aux enfants blancs. Cet objectif d'égalité des chances doit-il obligatoirement être atteint à travers l'assimilation des enfants autochtones à la société dominante ? A nouveau, il est impossible d'apporter une réponse univoque à cette question. Les préjugés dont souffrent, à l'époque, les enfants yéniches, autochtones et aborigènes sont si importants qu'il serait sans doute impossible de garantir l'égalité autrement qu'en gommant les différences culturelles. Il semble que ces systèmes soient prévus tant dans l'intérêt de l'état que pour le bien de l'enfant, même si l'interprétation de cette notion paraît critiquable aujourd'hui. Il est toutefois important de ne pas oublier que la société de l'époque n'a pas la même image de l'enfance qu'aujourd'hui. Les actions passées ne peuvent être évaluées selon nos valeurs actuelles (Commonwealth of Australia, 1997). Les législations et les institutions de l'époque ne sont pas en premier lieu motivées par le bien de l'enfant, mais par la lutte contre la délinquance et le crime, qui effraient la société et que l'on pense être l'apanage des classes défavorisées (Commonwealth of Australia).

Education dans les institutions

Chaque aspect du placement et de l'éducation est prévu pour que les enfants remplacent les valeurs apprises pendant l'enfance, voire la petite enfance, par celles de la société dominante. Les leçons leur inculquent les valeurs occidentales, au détriment de leur propre culture. Le programme scolaire n'est cependant pas adapté aux besoins et aux capacités des pupilles. La culture et l'origine des enfants sont constamment dénigrées, si bien que, consciemment ou inconsciemment, les enfants comprennent que leur culture d'origine n'est pas acceptable pour la société dominante qui les entoure (Haig-Brown, 1998 ; Kaufmann, 2001/2003).

Un élément crucial de l'assimilation culturelle est l'interdiction de pratiquer la langue maternelle. Dans les trois systèmes, les enfants ont l'interdiction de parler leur langue,

devant obligatoirement s'exprimer dans la langue de la société dominante. Cette interdiction a un impact encore plus grand en ce qui concerne les Autochtones du Canada et les Aborigènes, des peuples à tradition orale. Ainsi, c'est à travers le langage que l'enfant intègre sa culture (Milloy, 1999). En raison de l'interdiction de la langue maternelle, l'oubli de la culture devient inévitable (Duthil, 2006). L'oubli de la langue empêche les parents ou les autres membres de la communauté de pouvoir un jour transmettre leur culture aux enfants (Bibliothèque et Archives Canada, 2012).

La vie dans les institutions est très régulée, ce qui rompt avec l'environnement familial à l'enfant. Le placement consiste le plus souvent en un changement radical de rythme et de style de vie (Milloy, 1999). Ainsi, les enfants yéniches sont contraints de s'habituer à une vie sédentaire dans des bâtiments, loin de leur famille. Les enfants aborigènes, habitués au contact avec la nature, se retrouvent enfermés dans des institutions, coupés de leur communauté. Les enfants indiens découvrent un mode de vie aux horaires extrêmement régulés. Ils vivent un autre changement significatif dès leur arrivée dans les pensionnats : la transformation physique. Le personnel coupe leurs cheveux, échange leurs vêtements traditionnels contre des uniformes et leur attribue un nom à consonance européenne. Des photographies sont prises pour illustrer ce changement, puis sont utilisées comme moyen de propagande (Leforestier, 2012) (voir p. 15). Des mises en scène d'enfants aborigènes ont aussi lieu dans le système australien (voir p. 4). L'Œuvre des enfants de la grand-route possède également son moyen de propagande, sous la forme d'un bulletin illustré paraissant tous les mois (Leimgruber et al., 2000) (voir annexe II).

Education reproductrice des inégalités sociales

Une particularité de cette éducation est qu'elle reproduit, volontairement ou non, les inégalités sociales et la domination envers la communauté yéniche, autochtone ou aborigène. En effet, les différents systèmes permettent de perpétuer l'hégémonie de la société dominante (Haig-Brown, 1998). Cela peut être rapproché de la théorie de Bourdieu, qui affirme que l'école reproduit les inégalités sociales et constitue un mode de domination. Par la scolarisation, la société dominante assure l'accomplissement de ses propres besoins (Accardo et Corcuff, 1986).

Ainsi, le système des pensionnats indiens empêche de nombreux élèves de poursuivre leurs études à un niveau supérieur en raison du peu d'heures consacrées aux cours théoriques (Haig-Brown, 1998). Si les garçons apprennent à être fermiers, ils

ne suivent aucun cours de comptabilité ou de gestion, ce qui démontre que les pensionnats ne les destinent pas à être de grands propriétaires terriens. Le déterminant le plus important de la politique éducative est le maintien du contrôle de la société dominante sur les enfants (Haig-Brown). Il est également reproché aux trois systèmes de ne dispenser qu'une pauvre éducation aux enfants placés (Milloy, 1999). Duthil (2006) explique que le système australien n'est pas conçu pour garantir la réussite des enfants aborigènes, qui ne doivent pas accéder à un trop haut statut social. L'éducation n'insiste donc que sur ce qui permettra à l'enfant de devenir un bon ouvrier, assurant ainsi une main-d'œuvre à l'état (Commonwealth of Australia, 1997). Alfred Siegfried pense que les enfants yéniches sont incapables d'apprendre et choisit pour eux leur futur métier. Il décourage et fait échouer les enfants qui ont de plus grandes ambitions que ses propres propositions (Leimgruber et al., 2000).

3.4 Conclusion intermédiaire

Au terme de ce chapitre, il est intéressant de relever qu'il existe de nombreux axes de comparaison possibles en ce qui concerne les placements forcés des enfants yéniches, autochtones et aborigènes. Ainsi, un axe psychologique pourrait être choisi, pour aborder les conséquences des abus subis par les enfants placés, mais aussi la nécessité d'une forme de reconnaissance pour les victimes. Un axe historique permettrait d'analyser les différences et ressemblances entre les systèmes en fonction de l'histoire propre à la Suisse, le Canada et l'Australie. L'impact de la colonisation sur les systèmes canadiens et australiens aurait ainsi pu être abordé.

Cependant, les axes de la déviance et de l'assimilation sont centraux pour répondre à la question de recherche, à savoir le rôle joué par le bien de l'enfant dans les différents systèmes de placement. La déviance, par la marginalisation et la discrimination à l'égard d'un groupe de la population, va à l'encontre du bien de l'enfant, en entraînant des inégalités de traitement injustifiées. L'assimilation, qui consiste en l'élimination du groupe déviant, amène à des conclusions plus ambiguës. En effet, les politiques d'assimilation peuvent être vues comme favorisant le bien de l'enfant, en l'intégrant dans la société dominante et en lui offrant ainsi les mêmes chances qu'à un enfant « non-déviant ». Cependant, par leur mise en œuvre concrète, ces politiques ne garantissent pas l'intérêt supérieur de l'enfant. Les enfants yéniches, autochtones et aborigènes sont séparés de force de leurs parents et placés dans des institutions dénigrant leur origine, où ils subissent divers abus. Le

terme d'instrumentalisation du bien de l'enfant peut également être utilisé pour parler des mises en scènes d'enfants dans les publications, afin de récolter des fonds. Le but des politiques d'assimilation est lui-même ambigu : s'agit-il d'offrir de meilleures chances à ces enfants, ou plutôt d'éliminer le mode de vie déviant ? Cette question demeure ouverte, car il est possible de voir les systèmes suisse, canadien et australien comme ayant un double but. Le premier but est d'apporter à l'état une main-d'œuvre formée, tout en éliminant les personnes déviantes et la délinquance. Le second est d'offrir, idéalement, de meilleures conditions de vie aux enfants yéniches, autochtones et aborigènes, en les intégrant à la société dominante. Ces deux objectifs demeurent très difficiles à séparer dans la pratique, tant ils sont imbriqués. Enfin, il ne faut pas oublier qu'il est impossible de juger des actions passées d'après nos valeurs actuelles (Commonwealth of Australia, 1997).

4. Discussion



Source : <http://www.thata.ch/jourdanmondedipljenische.htm>

La photographie ci-dessus représente Alfred Siegfried emmenant des enfants yéniches. Avant de terminer ce travail, il est nécessaire de prendre un certain recul et d'ajouter quelques éléments à l'analyse comparative. Le choix du sujet sera également abordé dans ce chapitre.

Tout d'abord, il est important de relever que les enfants yéniches, autochtones et aborigènes ne sont pas les seuls à avoir vécu de telles expériences.

Si d'autres enfants ont pu vivre au sein de leur famille des situations analogues (pauvreté, nécessité de travailler, brutalité), c'est le cumul des souffrances liées aux injustices sociales et aux maltraitances qui caractérise le sort de ces

enfants placés et qui les a imprégnés. Ce sont notamment des exemples nocifs (violence, mensonge), des sentiments négatifs (culpabilité, abandon, solitude, peur, révolte, haine), des manques essentiels dans des registres différents (affection, confiance en soi, instruction, préparation à la vie). Finalement, pour la plupart d'entre eux, la vie d'adulte qui a été compromise ou ternie (identité, relations à autrui, rôle de conjoint ou de parents). (Heller et al., 2005, p. 71)

Il est cependant nécessaire de ne pas généraliser les aspects négatifs de ces événements. Bien que peu nombreux, des témoignages rapportent des souvenirs positifs au sujet de leur placement. Certains placements ont effectivement protégé des enfants d'abus au sein de leur famille ou de leur communauté et certaines institutions ont agi pour leur bien-être. Kaufmann (2001/2003) relève que plusieurs buts de l'Œuvre étaient louables, comme la lutte contre l'alcoolisme, la maltraitance et l'exploitation des enfants. Ces éléments peuvent être étendus aux situations canadienne et australienne. Le problème réside toutefois dans la façon de stigmatiser un groupe de la population, pour le transformer à l'image des dominants.

Le fait d'avoir choisi un travail basé essentiellement sur des aspects historiques a tout d'abord été effectué dans le but de découvrir et de rapprocher trois systèmes à première vue très différents. L'histoire a également un intérêt particulier pour remettre en question les pratiques actuelles. En effet, les actes perpétrés sous ces trois systèmes étaient acceptés par la majorité et ne soulevaient aucune opposition quant à leur bien-fondé et à leur légitimité. Ce n'est qu'avec le temps et le changement des mentalités que la réflexion a été engendrée et que le public s'est rendu compte que ces actions étaient inacceptables. Ainsi, nous ne sommes pas à l'abri que des pratiques que nous jugeons actuellement conformes au bien de l'enfant ne soient considérées, dans quelques années, comme étant contraires à son intérêt supérieur.

La logique des systèmes de placement suisse, canadien et australien repose sur l'idée de l'imposition à toute la population d'un certain mode de vie idéal. Le présent travail a relevé les nombreuses dérives que ces idées ont engendrées. Toutefois, la CDE ne consiste-t-elle pas elle-même en l'imposition d'un idéal occidental à tous les pays du monde ? S'il ne peut être contesté que garantir le bien de l'enfant soit un but louable, il faut toutefois veiller à ne pas imposer une vision unique de l'enfance idéale, au détriment des spécificités culturelles de certains groupes sociaux (F. N'da Komman, communication personnelle, 6 novembre 2012).

Conclusion

Les descriptions des situations suisse, canadienne et australienne ont permis de mettre en lumière quels groupes de la population ont été touchés par les enlèvements et placements forcés d'enfants et comment ceux-ci se sont déroulés. La façon dont chaque système a été abandonné a également été abordée, de même que la reconnaissance accordée aux victimes par les gouvernements.

L'analyse a confirmé que les systèmes suisse, canadien et australien sont comparables. La déviance constitue leur point de départ, par la marginalisation et la stigmatisation de groupes sociaux. Elle installe une dichotomie constante entre le normal et l'anormal, le bon et le mauvais, le civilisé et le sauvage. Si la déviance vise le groupe en général, les enfants sont choisis comme cible des politiques d'assimilation, qui ont pour but leur intégration dans la société dominante. La conséquence indirecte de ces politiques serait la disparition du groupe social déviant. Dans chaque système, l'assimilation culturelle passe par la séparation, le placement et l'éducation des enfants. La conséquence de ces systèmes consiste en la perte de l'identité culturelle, linguistique et religieuse.

Une réponse peut maintenant être apportée à la question de recherche centrale. En ce qui concerne le rôle joué par le bien de l'enfant, il n'est pas possible d'affirmer avec certitude que les systèmes décrits utilisent le bien de l'enfant dans le but de faire disparaître un groupe ethnique jugé déviant ou s'ils souhaitent offrir aux enfants placés de meilleures conditions de vie. En effet, le contexte historique propre à chaque pays rend difficile la comparaison et le jugement basés sur les valeurs actuelles (Commonwealth of Australia, 1997). Si l'argumentation officielle se rapporte souvent à la notion du bien de l'enfant, cette dernière est cependant très influencée par les théories de la déviance et les représentations sociales ayant cours à l'époque. Les groupes marginalisés sont considérés comme mauvais, donc le placement de leurs enfants peut être vu comme un moyen de leur assurer une vie meilleure. Cependant, dans le cadre de l'Œuvre des enfants de la grand-route, les chercheurs affirment que le bien de l'enfant a été instrumentalisé afin de faire disparaître le mode de vie nomade. En Australie et au Canada, les opinions sont plus nuancées, notamment car les gouvernements semblent ne pas avoir eu de plan coordonné concernant les autochtones (Commonwealth of Australia, 1997). Ainsi, le

bien de l'enfant peut être vu comme une conséquence inhérente à l'élimination de la déviance par les différentes politiques d'assimilation.

Les placements d'enfants dans les trois situations décrites peuvent aussi être rapprochés d'autres placements, dont les buts étaient variés. Ainsi, en Suisse, des enfants de parents pauvres ou célibataires ont été placés jusque dans les années 1970, car leur situation familiale contrevenait aux bonnes mœurs (Heller et al., 2005). Sous l'Allemagne nazie, des enfants étrangers ont été enlevés par les autorités allemandes et adoptés (Heinemann, 2005). Enfin, de nombreux enfants ont été enlevés à leur famille pour des raisons politiques en Espagne et en Argentine, pays ayant connu la dictature pendant la deuxième moitié du 20^{ème} siècle (Rottet, 2011).

Le choix d'un thème historique a été effectué dans le but de soulever la discussion, notamment en ce qui concerne les questions d'imposition d'un idéal. Les systèmes suisse, canadien et australien visaient en effet à faire adopter à l'ensemble de la société un mode de vie idéal, éliminant ainsi la déviance et la délinquance. Cet objectif pourrait être rapproché de tendances actuelles, notamment dans le débat concernant la CDE, qui imposerait un idéal occidental.

Enfin, il est important de prendre conscience des événements passés, afin d'éviter que ces erreurs ne se reproduisent.

L'évolution des mentalités, des structures administratives et législatives [...] devrait en principe offrir de meilleures garanties aux enfants dont les circonstances de famille sont perturbées. [...] Mais nos valeurs et nos principes peuvent engendrer des attitudes qui pénalisent l'enfant. Si, par exemple, la mise à l'écart des parents a pu être excessive dans le passé, le maintien de l'enfant dans son milieu familial peut lui aussi devenir excessif. [...] Si le contexte historique explique en partie des conditions jugées inacceptables aujourd'hui (grâce à l'évolution du niveau de vie et des mentalités), certaines violences sont susceptibles de se reproduire, sous des formes variables. (Heller et al., 2005, p. 143-144)

Références bibliographiques

- Accardo, A. et Corcuff, P. (1986). *La sociologie de Bourdieu. Textes choisis et commentés*. Bordeaux, France : Le Mascaret.
- Becker, H. S. (1985). *Outsiders. Etudes de sociologie de la déviance* (J.-P. Briand et J.-M. Chapoulie, trad.). Paris, France : A.-M. Métailié. (Ouvrage original publié en 1963 sous le titre *Outsiders*. Londres, Royaume-Uni : Free Press of Glencoe).
- Bibliothèque et Archives Canada (2012, mise à jour le 31 octobre). Dans Rapport de la Commission royale sur les Peuples autochtones de 1996, *Chapitre 10 : Les pensionnats*. Récupéré le 26 octobre 2012 du site : http://www.collectionscanada.gc.ca/webarchives/20071213002732/http://www.ainc-inac.gc.ca/ch/rcap/sg/sg28_f.html
- Bowlby, J. (2006). *Attachement et perte. Volume 1 : L'attachement* (J. Kalmanovitch, trad.). Paris, France : Presses Universitaires de France. (Ouvrage original publié en 1969 sous le titre *Attachment and Loss. Volume 1 : Attachment*. Londres, Royaume-Uni : Tavistock Institute of Human Relations).
- Chetail, V. (2007). La banalité du mal de Dachau au Darfour : réflexion sur l'évolution du concept de génocide depuis 1945. *Relations internationales*, 3 (131), 49-72. doi : 10.3917/ri.131.0049. Récupéré le 7 décembre 2012 du site : <http://www.cairn.info/revue-relations-internationales-2007-3-page-49.htm>
- Chombart de Lauwe, M.-J. et Feuerhahn, N. (1989). La représentation sociale dans le domaine de l'enfance. Dans D. Jodelet (dir.), *Les représentations sociales* (p. 340-360). Paris, France : Presses Universitaires de France.
- Commission de vérité et réconciliation du Canada (n.d.). Commission de vérité et réconciliation du Canada. Dans *A propos de nous*. Récupéré du site de l'organisme : <http://www.trc.ca/websites/trcinstitution/index.php?p=16>
- Commonwealth of Australia (1997). *Bringing them home. National Inquiry into the Separation of Aboriginal and Torres Strait Islander Children from Their Families*. Récupéré le 24 octobre 2012 du site de la Commission australienne des Droits

humains :

http://humanrights.gov.au/pdf/social_justice/bringing_them_home_report.pdf

Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide du 9 décembre 1948, RS 0.311.11.

Convention relative aux droits de l'enfant du 20 novembre 1989, RS 0.107.

Duthil, F. (2006). *Histoire de femmes aborigènes*. Paris, France : Presses Universitaires de France.

Featherstone, M. (1995). *Undoing Culture : Globalization, Postmodernism and Identity*. Londres, Royaume-Uni : Sage.

Fleury, P. (2011, 9 septembre). Le « génocide » des Tsiganes en Suisse. *La Liberté*, p. 10. Récupéré le 26 décembre 2012 du site : <http://www.laliberte.ch/info/le-genocide-des-tsiganes-en-suisse>

Galle, S. (2009). Man darf das nicht vergessen. *Polis. Das Magazin für Politische Bildung*, 2009(2), 9-11. Récupéré le 16 novembre 2012 du site : http://www.zora.uzh.ch/12773/1/polis_2_09_galle_vergessen.pdf

Goffman, E. (1975). *Stigmate. Les usages sociaux des handicaps* (A. Kihm, trad.). Paris, France : Les Editions de Minuit. (Ouvrage original publié en 1963 sous le titre *Stigma*. Englewood Cliffs, NJ : Prentice-Hall).

Haebich, A. (2005). « Clearing the Wheat Belt ». Erasing the Indigenous Presence in the Southwest of Western Australia. Dans A. D. Moses (dir.), *Genocide and Settler Society. Frontier Violence and Stolen Indigenous Children in Australian History* (p. 267-289). New York, NY : Bergham Books.

Haig-Brown, C. (1998). *Resistance and renewal. Surviving the Indian Residential School*. Vancouver, Canada : Arsenal Pulp Press.

Healy, C. (2008). *Forgetting Aborigines*. Sydney, Australie : University of New South Wales Press.

Heinemann, I. (2005). « Until the Last Drop of Good Blood ». The Kidnapping of « Racially Valuable » Children and Nazi Racial Policy in Occupied Eastern

- Europe. Dans A. D. Moses (dir.), *Genocide and Settler Society. Frontier Violence and Stolen Indigenous Children in Australian History* (p. 244-266). New York, NY : Bergham Books.
- Heller, G., Avvanzion, P. et Lacharme, C. (2005). *Enfance sacrifiée. Témoignages d'enfants placés entre 1930 et 1970*. Lausanne, Suisse : Les cahiers de l'EESP.
- Hodgkin, R. et Newell, P. (2002). *Manuel d'application de la Convention relative aux droits de l'enfant*. New York, NY : Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).
- Hugues, E. C. (1945, mars). Dilemmas and contradictions of status. *American Journal of Sociology*, 353-359. Récupéré le 28 novembre 2012 du site : <http://www.jstor.org/stable/pdfplus/2771188.pdf?acceptTC=true>
- Jodelet, D. (1989). *Folies et représentations sociales*. Paris, France : Presses Universitaires de France.
- Jourdan, L. (1999, octobre). Eugénisme en Europe dans l'entre-deux-guerres. Chasse aux Tziganes en Suisse. *Le Monde diplomatique*. Récupéré le 16 novembre du site : <http://www.monde-diplomatique.fr/1999/10/JOURDAN/12537>
- Kaufmann, B. (2003). *Enfants dans la tourmente, Résumé de l'étude historique "L'Oeuvre des Enfants de la grand-route", édité sur mandat officiel de l'Office fédéral de la culture* (J. Perrier et J. Bonnard, trad.). Lausanne, Suisse : EESP. (Ouvrage original publié en 2001 sous le titre *Kinder zwischen Rädern*. Zurich, Suisse : Marie Meierhofer-Institut für das Kind).
- Lebourg-Thieullent, C. (2009). La représentation des Aborigènes dans les illustrations des livres écrits pour la jeunesse australienne entre 1830 et 1930 : une vision entre mythe et réalités. *Le Journal de la Société des Océanistes*, 129, 211-217. Récupéré le 7 décembre 2012 du site : <http://www.cairn.info/revue-journal-de-la-societe-des-oceanistes-2009-2-page-211.htm>
- Leforestier, C. (2012). *L'assimilation des Indiens d'Amérique du Nord par l'éducation : une étude comparative* (thèse de doctorat, Université Michel de Montaigne Bordeaux III, France). Récupéré le 7 décembre 2012 du site :

http://tel.archives-ouvertes.fr/docs/00/73/09/46/PDF/ThA_se_-_Charlotte_-_Leforestier.pdf

Leimgruber, W., Meier, T. et Sablonier, R. (2000). *L'Œuvre des enfants de la grand-route. Etude historique réalisée à partir des archives de la Fondation Pro Juventute déposées aux Archives fédérales*. Berne, Suisse : Archives fédérales suisses.

MacGregor, R. (2005). Governance, not Genocide : Aboriginal Assimilation in the Postwar Era. Dans A. D. Moses (dir.), *Genocide and Settler Society. Frontier Violence and Stolen Indigenous Children in Australian History* (p. 290-311). New York, NY : Bergham Books.

Manne, R. (2005). Aboriginal Child Removal and the Question of Genocide, 1900-1940. Dans A. D. Moses (dir.), *Genocide and Settler Society. Frontier Violence and Stolen Indigenous Children in Australian History* (p. 217-243). New York, NY : Bergham Books.

Milloy, J. S. (1999). « A National Crime ». *The Canadian Government and the Residential School System, 1879 to 1986*. Winnipeg, Canada : The University of Manitoba Press.

Muecke, S. et Shoemaker, A. (2002). *Les Aborigènes d'Australie*. Paris, France : Gallimard.

Ordonnance du 19 octobre 1977 sur le placement d'enfants (OPE), RS 211.222.338.

Pichot, A. (2000). *La société pure. De Darwin à Hitler*. Paris, France : Flammarion.

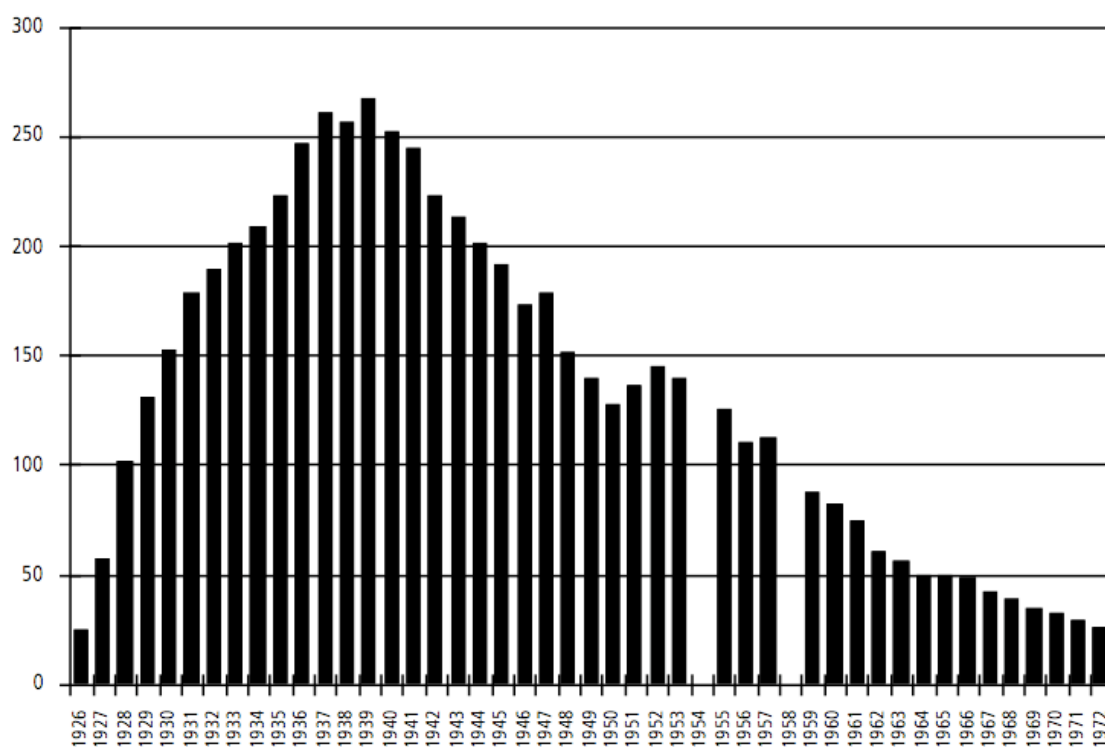
PNR 51 Intégration et exclusion, Bulletin n°6, décembre 2007. Récupéré le 7 décembre 2012 du site : http://www.snf.ch/SiteCollectionDocuments/nfp/nfp51/NFP51_Bulletin6_f.pdf

Premier ministre du Canada (2008, 11 juin). *Le Premier ministre Harper présente des excuses complètes au nom des Canadiens relativement aux pensionnats indiens*. Récupéré du site officiel du Premier ministre : <http://www.pm.gc.ca/fra/media.asp?id=2149>

- Read, P. (2006). *The Stolen Generations. The removal of Aboriginal children in New South Wales 1883 to 1969*. Récupéré le 13 novembre 2012 du site : <http://www.daa.nsw.gov.au/publications/StolenGenerations.pdf>
- Rottet, P. (2011, 5 août). L'innommable scandale des bébés volés. *La Liberté*, p. 8. Récupéré le 26 décembre 2012 du site : http://www.rts.ch/docs/histoire-vivante/a-lire/3314307.html/BINARY/histoirevivante_ve050811.pdf
- Rousseau, J. (1964). Le Canada aborigène dans le contexte historique. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 18(1), 39-63. doi: 10.7202/302341ar. Récupéré le 7 décembre 2012 du site : <http://www.erudit.org/revue/haf/1964/v18/n1/302341ar.pdf>
- St-Arnaud, P. et Bélanger, P. (2005). Co-crédation d'un espace-temps de guérison en territoire ancestral par et pour les membres de la communauté autochtone du Québec : appréciation clinique d'une approche émergente et culturellement adaptée. *Drogues, santé et société*, 4(2), 141-176. doi: 10.7202/012602ar. Récupéré le 7 décembre 2012 du site : <http://www.erudit.org/revue/dss/2005/v4/n2/012602ar.pdf>
- Temps présent (1990). *Pro Juventute, une sale histoire*. Récupéré le 2 novembre 2012 du site : <http://www.rts.ch/archives/tv/information/3472146-une-sale-histoire.html>
- The Age (2007). *No stolen generation compo fund: Brough*. Récupéré le 26 décembre du site 2012 : <http://www.theage.com.au/news/NATIONAL/No-stolen-generation-compo-fund-Brough/2007/08/02/1185648037057.html>
- Thomas, J.-P. (1995). *Les fondements de l'eugénisme*. Paris, France : Presses Universitaires de France.
- Zermatten, J. (2003). *L'Intérêt Supérieur de l'Enfant. De l'Analyse Littérale à la Portée Philosophique* (Rapport de recherche 3-2003). Récupéré le 3 décembre 2012 du site : http://www.childsrights.org/html/documents/wr/2003-3_fr.pdf

Annexes

Annexe I : nombre d'enfants pris en charge par l'Œuvre entre 1926 et 1972



Source : Leimgruber et al., 2000, p. 31.

Annexe II : bulletin d'information de l'Œuvre, octobre 1940



Source : http://www.beobachter.ch/dossiers/administrativ-versorgte/artikel/pro-juventute_die-angst-vor-der-eigenen-vergangenheit/